



iisd Reporting Services

Bulletin du Forum Urbain Mondial

Compte rendu quotidien de la Troisième Session du Forum Urbain Mondial

Publié par l'Institut International du Développement Durable (IIDD)
en collaboration avec la Fondation Globe et ONU-HABITAT

EN LIGNE À [HTTP://WWW.IISD.CA/YMB/WUF3/](http://www.iisd.ca/YMB/WUF3/)
VOLUME 125, No. 5, VENDREDI 23 JUIN 2006

WUF3 FUM3
World Urban Forum Forum urbain mondial



LES FAITS MARQUANTS DU TROISIEME FORUM URBAIN MONDIAL: JEUDI 22 JUIN 2006

Jeudi, les participants à la troisième session du Forum Urbain Mondial (FUM3) ont tenu, le matin, une séance plénière consacrée au thème Croissance urbaine et environnement, suivie par deux séances de dialogue. L'après-midi a vu se dérouler plus de 40 séances de réseautage axées sur divers aspects du développement urbain durable. Le soir, les participants ont assisté à un concert donné par le Global Hip-Hop Mainstage avec des artistes internationaux de hip-hop et de la musique mondiale qui, à travers la musique et autres expressions artistiques, ont aidé à l'amélioration de la prise de conscience à l'égard des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).



Anna Tibajuka, directrice exécutive, ONU-HABITAT, avec Curtis Clearsky, messenger de la vérité, ONU-HABITAT, au cours du concert Global Hip Hop Mainstage organisé jeudi soir

PLENIERE

Organisée sous le thème «Croissance urbaine et environnement,» la session était présidée par Chris Leach, président, Institut canadien des urbanistes. Dans sa déclaration liminaire, il a parlé des méthodes de planification et de gestion en tant que facteurs importants du développement urbain durable au Canada et, notamment, de la nécessité de réseaux des parties prenantes pour veiller à la réalisation des objectifs dans les domaines de l'assainissement, du transport, de la croissance «intelligente», de l'eau et de l'environnement. Il a présenté un rapport sur la réunion du Congrès mondial de l'urbanisme qui s'est déroulée plus tôt dans la semaine et au cours de laquelle 17 membres ont pris l'engagement de former un réseau consacré à la lutte contre la pauvreté, les changements climatiques et les catastrophes naturelles.

Eveline Herfkens, Coordonnatrice Exécutive, Campagne du Millénaire, Nations Unies, a rappelé la formule de l'ancien Directeur Exécutif du PNUE, Klaus Toepfer, qui disait que la pauvreté est le plus grand pollueur et a déclaré qu'il est essentiel de s'attaquer aux racines de la pauvreté en travaillant à la réalisation du développement durable. Mettant l'accent sur la nécessité d'une croissance durable, participative et favorable aux pauvres, Herfkens a indiqué que les OMD représentent un ensemble d'objectifs mondiaux appelés à être mis en application à l'échelon local et que l'erreur de la communauté des donateurs, dans le passé, était de considérer les pauvres comme uniquement des clients et non comme partenaires du développement. Soulignant qu'il s'agit là de la première génération disposant des connaissances et des ressources nécessaires pour mettre fin à la pauvreté, Herfkens a appelé à la tenue des promesses faites au plus haut niveau politique et à placer les dirigeants face à leurs responsabilités de bâtir un monde plus durable.

Enrique Peñalosa, ancien maire de la ville de Bogotá, Colombie, a déclaré que dans les pays en développement, le nombre de citadins sera au-delà de deux milliards dans les quelques années à venir et que ces villes ont besoin de l'expérience acquise par les pays industrialisés dans le domaine de l'aménagement et de l'urbanisme. Il a indiqué que pour réaliser la durabilité, les pays en développement doivent trouver un modèle de croissance différent. Se référant à l'expérience de la ville de Bogotá où la circulation automobile a été réduite et où parcours verts, pistes cyclables et couloirs d'autobus ont été aménagés, il a soutenu que par-delà les avantages environnementaux, ces éléments ont donné lieu à de grandes améliorations en matière de justice sociale.

Des participants ont fait observer que les zones urbaines sont les plus exposées aux grands défis posés dans les domaines de la santé et de la nutrition et que les villes colombiennes sont confrontées à des problèmes graves tels que la violence, l'inadéquation de l'assainissement et le chômage. Les participants ont encouragé une concentration sur la cible des OMD, consacrée à l'amélioration des taudis.

Au sujet de l'échelle du changement requis pour la réalisation du développement durable, Herfkens a encouragé les participants à ne pas se laisser intimider par le caractère révolutionnaires des transformations nécessaires. Peñalosa a déclaré que les ressources sont souvent disponibles, mais que c'est la volonté politique qui manque encore pour la réalisation de politiques durables, et a appelé à la mise en place des premières petites mesures qui mèneront à ces grands changements.

Faisant état de la lacune du FUM3 de reconnaître les engagements forts pris, voilà 30 ans, à la première Conférence de Habitat, un participant a appelé avec passion à la mise en application de la vision de l'historienne Barbara Ward qui

Le *Bulletin du Forum Urbain Mondial* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD) <info@iisd.ca>, éditeur du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>. Ce numéro a été rédigé et édité par Xenya Cherny, Leonie Gordon, Sarah Stewart Johnson, William McPherson, Ph.D., Laurel A. Neme, Ph.D., Sabrina Shaw, Peter Wood et Kunbao Xia. Photographies: Leila Mead. Edition numérique: Bo-Alex Fredvik et Diego Noguera. Rédaction en Chef: Pia M. Kohler, Ph.D. <pia@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Le financement de la couverture de cette réunion est fourni par Globe Foundation of Canada. L'IIDD est joignable par courrier au 161 Portage Avenue East, 6e Etage, Winnipeg, Manitoba R3B 0Y4, Canada; tel: +1-204-958-7700; fax: +1-204-958-7710. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne rendent pas compte forcément des points de vue de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans d'autres publications moyennant citation appropriée. Des versions électroniques du *Bulletin* sont envoyées à nos listes de distribution de courriel (Formats HTML et PDF) et sont accessibles sur le site [Linkages du serveur WWW](http://www.iisd.ca/) du Service d'Information de l'IIDD à <http://www.iisd.ca/>. Pour tous renseignements concernant le *Bulletin*, y compris pour la sollicitation de services de couverture de vos événements, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à <kimo@iisd.org>, par téléphone au: +1-646-536-7556 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe de l'IIDD au Troisième Forum Urbain Mondial est joignable par courriel à <xenya@iisd.org>.

voulait que l'on s'assure que personne au monde ne soit privé d'eau potable. Il a été souligné que cette vision de l'avenir ne saurait être réalisée par un changement opéré par petites touches.

DIALOGUES

LA FORME DES VILLES: Urbanisme et gestion: Cette séance de dialogue a été modérée par Steve Bradshaw, Producteur du programme Panorama à la BBC. Retraçant l'histoire de l'urbanisme en Amérique du nord depuis les années 1950 à ce jour, John Friedmann, de l'Université de la Colombie Britannique, a déclaré que l'urbanisme technocratique est devenu obsolète. Il a parlé de la ligne de démarcation qui sépare les citadins riches et les citadins pauvres et a affirmé que les outils de planification n'ont pas été en mesure de placer la croissance dans un cadre durable.

Au sujet de l'établissement de passerelles entre les programmes environnementaux "verts" et "bruns", Ossama Salem, Capacity Building International, Egypte, a parlé de la manière dont les questions environnementales posées aux échelons mondial et local peuvent être conciliées dans le cadre de l'administration d'une ville. Au sujet des décalages entre les programmes environnementaux des pays en développement et des pays industrialisés, Tasneem Essop, ministre de l'environnement, du plan et du développement économique, gouvernement de la province du Cap occidental, Afrique du sud, a déclaré que ce sont les pauvres qui portent le poids de la dégradation environnementale causée par la surconsommation des riches et a encouragé l'adoption d'une approche plurifonctionnelle dans le domaine de l'urbanisme.

Charles Choguill, Rédacteur en chef de Habitat International, a souligné que l'urbanisme n'a pas encore intégré tout à fait le concept relativement nouveau de la durabilité. Il a parlé des difficultés rencontrées dans l'adaptation aux municipalités du sud, des bonnes pratiques utilisées dans les pays du nord, comme celle consistant à bâtir des agglomérations "intelligentes."

Herbert Girardet, Consultant en environnement et conseiller principal auprès de l'éco-ville de Dontang, a présenté le modèle urbanistique adopté par la Chine, qui place l'écologie au centre du développement. Il a décrit les plans de construction de la ville insulaire de Dontang, située au large des côtes de Shanghai, qui accueillera à la fin du projet 500000 personnes ou plus. Soixante pour cent de la surface de Dontang seront réservés aux espaces verts, et la ville sera caractérisée par une circulation automobile limitée et par l'utilisation de l'énergie renouvelable. Il a précisé que ses premiers résidents seront issus de diverses franges socio-économiques et a annoncé l'élaboration de plans de construction de nouvelles éco-villes.



Steve Bradshaw, Producteur, BBC-Panorama, Royaume-Uni



Herbert Girardet, Consultant en environnement et premier conseiller auprès de la ville écologique de Dontang

Dritan Shutina, directrice exécutive, Co-PLAN, Institut du développement de l'habitat, a parlé des traits de la durabilité dans les pays en transition économique, comme l'Albanie, mettant l'accent sur les conditions tragiques et les incertitudes dans lesquelles se trouvent les biens publics et sur l'importance de la décentralisation.

Cliff Hague, président de l'Association des urbanistes du Commonwealth, a expliqué comment les plans de développement commencent souvent par être prometteurs avant de s'effondrer. Il a parlé des dix principes de base de la durabilité et, notamment, de l'urbanisme intégré, de la reconnaissance de la diversité, de l'adoption de stratégies favorables aux pauvres et de la transparence.

David Siegal, président, American planning association, a fait l'éloge du rôle joué par les FUM dans l'exposition des urbanistes des pays du nord à la réalité de la grave pauvreté qui sévit dans les pays du sud et des crises environnementales qui y sont provoquées par un développement incompatible avec la conservation des ressources. Il a clos son exposé en mettant en exergue les objectifs du Plan d'action de synthèse élaboré par le Réseau mondial des urbanistes.

Le débat qui a suivi s'est concentré sur: l'écart entre la parole et l'action; les problèmes de surconsommation et la nécessité de changements dans les modes de vie; le besoin d'une participation plus importante des pauvres et des jeunes; la nécessité, pour les universités, d'intégrer de nouvelles manières de concevoir leurs programmes; la responsabilité des médias; et le rôle des secteurs financiers et privés.

ENERGIE: Action locale, répercussions mondiales: Le modérateur Kevin Newman, News Anchor, Global national, Canada, a ouvert cette séance de dialogue en mettant en relief la manière dont la technologie est en train d'aider à la résolution du problème de la finitude des ressources.

Au sujet des problèmes énergétiques les plus significatifs, Vijay Modi, Columbia university, a déclaré que l'énergie nécessaire à la cuisson alimentaire est insignifiante dans les statistiques globales mais qu'elle représente un grand besoin pour les pauvres, et a suggéré de se concentrer sur les technologies qui ont fait leurs preuves, pour la résolution de ce problème.

Harriette Amissah-Arthur, Directrice, Kumasi Institute of technology and environment (KITE), a déclaré que l'absence de leadership à tous les niveaux au Ghana est un gros problème, et a souligné la nécessité d'une planification à long terme et d'un leadership gouvernemental.

Anumita Roychowdhury, Centre des sciences et de l'environnement, a déclaré que les solutions techniques ne régleront pas les problèmes environnementaux causés par la circulation et que les politiques fiscales devraient soutenir une planification à caractère global.

Mark Jaccard, Université Simon Fraser, a déclaré que certaines solutions proposées aujourd'hui risquaient de créer de gros problèmes demain et que nous devons prendre des décisions intelligentes aptes à contrecarrer les risques posés. Modi a déclaré que tant qu'elles ciblent les pauvres et qu'elles ne sont pas captées par les riches, les subventions devraient être maintenues "dans l'assortiment" des options offertes. Peñalosa a décrit la réussite des subventions croisées mises en place en Colombie. Mary Jane Ortega, maire de San Fernando, Philippines, a déclaré que les initiatives locales dans le domaine du transport ont un impact important et a décrit la manière dont la sensibilisation et le soutien de la cause peuvent encourager les opérateurs des tricycles urbains à passer à des modèles moins polluants.

Todd Litman, Institut des politiques de transport de Victoria, a souligné que les pratiques actuelles en matière d'urbanisme font pencher les décisions vers l'option de l'utilisation des véhicules et a plaidé pour une correction des distorsions du marché, en soutien à la croissance "intelligente." Jaccard a affirmé que nous nous éloignons de plus en plus de l'ère du "pétrole facile" et a proposé de recourir, dans un proche avenir, aux technologies des combustibles fossiles propres, la mise au point des sources d'énergie renouvelables. En réponse à des questions qui lui ont été posées, il a indiqué que ces combustibles propres peuvent réduire, voire éliminer les polluants et, notamment, le dioxyde de carbone, et permettre la diffusion de l'énergie dans les pays en développement.

Dans le débat qui a suivi, Peñalosa a déclaré que les taxes devraient être réorientées vers les utilisateurs de l'infrastructure et Litman a encouragé la transformation des frais fixes imposés à la possession de véhicules, en frais variables calculés sur la base de la fréquence de leur utilisation, et a suggéré des réformes de marché qui découragent l'expansion urbaine tentaculaire. Modi a indiqué que la contribution des postes de cuisson au charbon à la charge carbonique de l'atmosphère est moins de un pour cent. Au sujet de la diffusion de l'énergie aux pauvres, Peñalosa a déclaré que des subventions structurelles ciblant les pauvres et une réduction de l'utilisation des véhicules privés permettraient davantage d'équité.



Todd Litman, Institut Victoria des politiques de transport

Roychowdhury a souligné que les pauvres ont davantage de frais de santé dus à la pollution et qu'en Inde, les taxes pénalisent souvent les moyens de transport publics et les véhicules cyclables. Peñalosa a déclaré qu'au lieu d'être sur le problème des embouteillages, la concentration devrait être sur la création de parcs et autres espaces publics. Ortega a signalé que le maire de Seattle, Greg Nickels, se trouve à la tête d'un effort fourni par 300 maires des Etats-Unis pour la concrétisation des objectifs du Protocole de Kyoto, montrant ainsi que les gouvernements locaux peuvent prendre en charge des causes qui ne sont pas à l'ordre du jour des gouvernements nationaux. Au sujet de la proposition du Forum mondial de la jeunesse de rendre les villes conviviales pour les piétons, Roychowdhury a cité l'exemple des efforts fournis par le gouvernement indien pour la mise en place de passerelles et d'allées piétonnes.

En réponse à une question concernant la primauté des gouvernements régionaux et nationaux sur les gouvernements locaux, Ortega a souligné que ONU-Habitat soutient le principe de décentralisation et d'autonomie locale. Au sujet des quartiers à haute densité familiale, Litman a indiqué qu'il est nécessaire que les vieux quartiers de la ville intègrent les nouvelles banlieues et rendent l'occupation mixte des espaces plus attrayante pour les familles.

SEANCES DE RESEAUTAGE

HABITAT JAM: Cette séance a comporté la projection en première du film Habitat JAM. Le modérateur Charles Kelly, Commissaire Général du FUM3, a expliqué que Habitat JAM est un programme de communication du FUM3, appuyé par IBM technology, dans lequel 39000 participants de 158 pays se sont réunis pour une session de trois jours de réseautage sur l'Internet, consacrée à des échanges d'idées sur la manière de résoudre quelques-uns des problèmes urbains mondiaux les plus cruciaux.

Mettant en exergue les thèmes de l'inclusion des parties prenantes et des idées fonctionnelles, qui ont émergé au FUM3, Chris Gibbon, Vice-président, Global social services and social security, IBM, a cité des exemples de la manière dont des technologies, comme la World community grid de IBM qui met l'énergie non utilisée de plus de 300000 ordinateurs personnels et d'entreprises au service du renforcement de l'énergie dont dispose la recherche sur le HIV/Sida et autres problèmes globaux, peuvent apporter leur soutien.

Mettant l'accent sur le fossé dans le domaine numérique, Jockin Apurtham, président de la Fédération nationale des habitants des taudis, a fait remarquer que lui-même et de nombreux autres habitants des taudis sont analphabètes en matière d'ordinateurs, reconnaissant cependant que le JAM a donné une voix aux citoyens pauvres.



Hayette Amissah-Arthur, de l'Institut des technologies et de l'environnement de Kumassi



Charles Kelly, Commissaire Général FUM3, présentant Habitat JAM

Dans un message vidéo, Lars Reuterswård, ONU-Habitat, a expliqué que Habitat JAM vise à atteindre de nouveaux groupes cibles à travers les médias informels, comme les blogs, pour les informer du programme de Habitat.

Mike Wing, Vice-président, Strategic communications, IBM, a été présenté comme étant "le père du jamming." Expliquant que les jams ont émergé de la technologie intranet de IBM, il a accueilli avec satisfaction l'idée de mettre cette technologie au service d'une cause vraiment importante.

Jan Peterson, fondateur et président du secrétariat de la Commission Huairou, a fait l'éloge de l'engagement du Canada en faveur de la démocratie évidente dans l'initiative de l'Habitat JAM et a encouragé sa poursuite au cours du FUM4.

Robert Neuwirth, auteur de «Shadow Cities» et modérateur de l'Habitat JAM, a déclaré que les solutions sont dans la rue, pas en ligne, et a fait état des problèmes techniques qu'il a rencontrés au cours de sa participation au JAM. En réponse, Wing a évoqué le caractère expérimental du logiciel et des méthodes utilisées. Neuwirth a souligné l'importance de l'intégration de l'Habitat JAM dans les travaux du FUM4, en tant que moyen de démocratisation du monde en ligne censuré en Chine.

Kevina Power, Manager, World urban cafés, Nairobi, Kenya, a déclaré que Habitat JAM et son associé World urban cafés sont un exemple de l'intégration des voix des jeunes dans ONU-Habitat.

Vasudevan Suresh, président directeur général de Aerens goldsok et modérateur de l'Habitat JAM, a souligné le caractère démocratique du JAM, a appelé à sa transformation en une manifestation annuelle ou biannuelle avec des thèmes focalisés et des groupes cibles, et a déclaré qu'il pourrait progresser pour devenir une conférence vidéo mondiale.

Les délégués ont mis l'accent sur le soutien financier de la participation communautaire dans le JAM et ont avancé de nombreuses suggestions pour s'assurer de la durabilité de l'initiative, soulignant la difficulté de trouver des moyens de connecter le monde des citoyens pauvres exprimée durant le JAM aux actions entreprises par les décideurs politiques. Au sujet de la retenue de l'Habitat JAM pour le FUM4, Kelly a déclaré que des discussions préliminaires sont en cours et que le gouvernement canadien et d'autres sont en train d'examiner la possibilité de fournir des aides.

LA CULTURE DES VILLES INCLUSIVES: Cette séance de réseautage a exploré le thème de l'agriculture urbaine à travers la présentation de quatre études de cas.

La modératrice Dinesh Mehta, ONU-Habitat, a souligné le potentiel dont disposent les citoyens pauvres pour parvenir à la sécurité alimentaire grâce à l'agriculture. Henk de Zeeuw, directeur, Resource Centre on Urban Agriculture and Forestry (RUAF), a livré, de la part de Sybilla Dekker, ministre de l'habitat, de l'aménagement du territoire et de l'environnement des Pays-Bas, un message mettant en garde contre la perception des mondes rural et urbain comme étant des entités séparées, et encourageant l'adoption d'une approche participative pour favoriser la mise en place de plans politiques.

De Zeeuw a ensuite présenté le programme de la Fondation RUAF et a souligné que l'agriculture urbaine est une partie intégrante mais méconnue des villes, précisant qu'elle produit 15 à 20 pour cent des denrées alimentaires produites dans le monde. Il a indiqué que certaines villes résistent à l'introduction de l'agriculture urbaine à cause des risques sanitaires qui y sont perçus et de la compétition pour les terres et pour les ressources.

George Matovu, partnership for east and southern Africa (MDP-ESA), Zimbabwe, a décrit l'évolution de l'agriculture urbaine dans son pays, soulignant qu'elle n'est interdite par aucune loi de manière explicite, mais que les cadres réglementaires rigides et la compétition foncière posent obstacle. Il a décrit la manière dont le gouvernement local a apporté son soutien à l'agriculture urbaine, en en faisant une partie intégrale de l'économie urbaine, au lieu d'une activité marginale.

Raquel Barriga Velasco, Conseillère, Villa Maria del Triunfo, Pérou, a décrit les réussites enregistrées grâce à l'introduction de l'agriculture urbaine dans sa municipalité appauvrie, notamment, au plan de la sécurité alimentaire et de la conversion de la ville à l'écologie. Elle a mis en exergue la diffusion de l'information et l'institutionnalisation de l'agriculture dans l'administration municipale.

Gayathri Devi, International water management institute (IWMI), a décrit les avantages de l'utilisation des eaux usées dans l'agriculture urbaine, notamment, l'amélioration de la nutrition, la résistance aux sécheresses et l'évitement des produits agro-chimiques. Elle a souligné qu'il existe des moyens de réduire au minimum les risques sanitaires et environnementaux associés à cette pratique, comme la diarrhée et les infections intestinales vermineuses, et la contamination des sols et des eaux souterraines.

El Hadji Oumar Sissokho, Provania, a décrit les efforts fournis par Provania pour le développement de l'agriculture urbaine à Dakar, au Sénégal, mettant l'accent sur les contraintes rencontrées, telles que l'accès à l'eau et les droits d'exploitation des terres, et sur les avantages offerts, tels que la formation, le compostage et le renforcement des associations d'agriculteurs. Il a identifié la nécessité d'un engagement public accru, d'un renforcement des capacités et de l'intégration des femmes dans les processus décisionnels.

Les participants ont discuté: des stratégies permettant de parvenir à la reconnaissance juridique de l'agriculture urbaine; des avantages associés à la baisse de l'utilisation des combustibles fossiles et des pesticides et à l'amélioration de la diversification de la diète; du maraîchage sur les terrasses; du biofiltrage des



Henk de Zeeuw, Directeur, Centre des Ressources sur l'Agriculture et la Foresterie Urbaine (RUAF)



Alexandre Monarque, Natural Resources Canada, a présenté un outil en ligne permettant de déterminer les projets potentiels axés sur l'énergie renouvelable et d'évaluer leur viabilité, au cours de la séance de réseautage consacrée au logiciel RETScreen

eaux usées avant leur utilisation dans l'agriculture; de la perte des terres arables au profit de l'expansion urbaine; et de la logistique de la production alimentaire de subsistance en milieu urbain.

RENFORCER LES DECISIONS POUR LES ENERGIES PROPRES DANS 213 PAYS A TRAVERS LE MONDE:

Au cours de cette séance de réseautage interactive, Alexandre Monarque, Natural Resources, Canada, a présenté le logiciel RETScreen, un outil d'analyse des projets d'énergies propres, conçu pour aider les villes à mieux répondre aux demandes en matière d'énergie, dans le futur, et à mettre en œuvre des projets axés sur l'énergie renouvelable et sur l'efficacité énergétique. Le conférencier a souligné que plus de 80000 personnes dans 213 pays utilisent cet outil.

Il a souligné que RETScreen réduit les coûts des études de faisabilité préalables et fournit une plate-forme commune pour les discussions entre les décideurs politiques et les régulateurs, les urbanistes, les bailleurs de fonds, les promoteurs et les fournisseurs de produits. Monarque a décrit comment, en raison du fait qu'il est disponible en plus de 20 langues, RETScreen peut faciliter le dialogue entre les pays.

Monarque a procédé à une démonstration du logiciel RETScreen et a montré comment il détermine et évalue la viabilité des projets potentiels. Il a fait état des nombreux facteurs qui affectent la viabilité des projets, notamment: la disponibilité de ressources énergétiques dans le site du projet; la performance de l'équipement; le coût initial du projet; les crédits «par cas» accordés à des équipements tels que pour les générateurs fonctionnant au diesel pour les sites distants; les frais permanents et les frais périodiques comme ceux de nettoyage des pales des turbines des éoliennes; les frais énergétiques évités; les termes du financement; l'équipement et l'impôt sur le revenu; les subventions et les crédits environnementaux, tels que les crédits relatifs aux gaz à effet de serre; et les seuils de rentabilité fixés par les décideurs politiques. Il a terminé son exposé en soulignant l'importance de l'épargne des utilisateurs et en précisant que RETScreen est mis à disposition sur l'Internet, à titre gracieux.

SMART URBAN FABRICS - un concours international d'idées pour des villes ne dépendant pas du pétrole: Mårten Lilja, secrétaire d'Etat, ministère suédois du développement durable (MDD), a déclaré que les changements climatiques constituent le défi le plus important auquel le monde se trouve confronté, et a suggéré que des solutions nouvelles soient élaborées pour la concrétisation des objectifs de la ville durable. Il a annoncé le lancement d'une initiative suédoise portant sur un concours d'idées nouvelles permettant de dégager des solutions énergétiques compatibles avec la croissance économique durable.

Reuterswård a déclaré que l'énergie, en particulier celle nécessaire aux foyers, occupe une place prioritaire dans le programme de ONU-habitat et, avec Inga Kleby, directrice exécutive adjointe, ONU-habitat, a fait part de son soutien en faveur du concours.

Présentant l'initiative, Rolf Lindell, Directeur, MDD, a déclaré que partout dans le monde, les villes sont confrontées à la difficulté de s'adapter aux exigences du développement durable non dépendant du pétrole. Il a ajouté que la nécessité de dégager des solutions énergétiques durables pour le développement des villes est fondamentale pour surmonter les difficultés, et a indiqué que ce concours vise à trouver des idées innovatrices qui permettront aux villes de relever le défi. Les domaines de focalisation englobent le transport et autres activités consommatrices d'énergie ainsi que les questions touchant au mode de vie citoyen, d'une manière générale.

Ola Gölransson, MDD, a donné un aperçu sur le concours et a précisé que les participants sont appelés à produire et à présenter une proposition de développement pour une ville ne dépendant pas du pétrole, en accordant une attention à la forme urbanistique, aux transports, à l'infrastructure et au mode de vie citoyen. Les gagnants seront annoncés au FUM4, à Nanjing, Chine, en 2008.

Per Hultén, du Royal institute of technology, et Hague ont présenté leurs observations sur les propositions du concours et ont indiqué que chaque proposition sera jugée sur sa réussite dans la manière de décrire la transition de la ville de sa situation actuelle à une situation future meilleure, à un horizon situé entre 2030 et 2050.

Au cours du débat qui a suivi, quelques participants ont suggéré que la compétition devrait inclure les étudiants, les professionnels, les ONG et le secteur privé. D'autres ont proposé que le thème ne devrait pas se limiter à visualiser une ville ne dépendant pas du pétrole, mais ne dépendant pas non plus du gaz naturel. Lilja a apporté son appui à ces suggestions.

LES POLITIQUES URBAINES ET LE DROIT A LA VILLE: VERS LA BONNE GOUVERNANCE ET LA DEMOCRATIE LOCALE: Cette séance de réseautage était organisée par l'UNESCO et ONU-habitat et modérée par Raquel Rolnik, Secrétaire, Secrétariat national brésilien des programmes urbains.

Pierre Sané, directeur général adjoint de l'UNESCO, a parlé des initiatives internationales et nationales des entreprises dans le domaine du développement du concept du droit à la ville, et Wataru Iwamoto, de l'UNESCO, a encouragé la transition de l'approche fondée sur les besoins à une approche fondée sur les droits, dans le domaine de l'urbanisme.



Groupe de discussion sur le lancement d'un concours mondial entre les villes. G-D: Per Hultén, Royal institute of technology, Sweden, Mårten Lilja, Ola Gölransson, et Rolf Lindell, ministère suédois du développement durable

Faisant état de l'augmentation de l'exclusion et de l'aliénation dans les villes, Paul Taylor, ONU-habitat, a défini le "droit à la ville" comme étant le droit pour tous les habitants de la ville de jouir pleinement de la vie citadine avec tous ses services et tous ses avantages. Il a également fait remarquer que ce droit a pris, à la fois, une forme juridiquement contraignante et une forme volontaire.

Rolnik a présenté l'expérience du Brésil dans la mise en application du concept du "droit à la ville" à travers des réformes juridiques et de la gouvernance et des programmes de régularisation des situations foncières.

Gérald Tremblay, maire de Montréal, a présenté la Charte des droits et devoirs de Montréal qui entre en vigueur en janvier 2006, soulignant l'implication du public dans son élaboration et l'importance égale pour tous les citoyens à la fois d'acquiescer les droits et d'assumer les devoirs relatifs à la vie citadine.

Henrique Ortiz, Habitat International Coalition, a présenté le projet de texte de la Charte mondiale du droit à la ville. Zenaida Moya, maire de Belize, a mis en exergue le Programme d'Aberdeen adopté par le Forum des gouvernements locaux du Commonwealth en 2005, qui promeut le concept du droit à la ville, en soulignant qu'il aide à localiser les OMD.

Maria Fides Bagasao, Commission Huairou, a présenté la déclaration des femmes des communautés de base, encourageant la promotion des femmes des communautés de base et la mise de ressources financières à leur disposition pour l'application du programme du droit à la ville.

Fransesc Rovira, Centre interreligieux de Barcelone, a parlé de cohésion religieuse dans les villes, soulignant le besoin de politiques affirmatives pour les questions religieuses par les autorités locales et mettant en relief le rôle des conseils interreligieux locaux dans la résolution des conflits.

Ivan Vlachos, Université de l'Etat du Colorado, a parlé des causes profondes des conflits urbains sur les ressources en eau, indiquant qu'il est essentiel de gérer, de valoriser et de partager l'eau de manière appropriée et a appelé à un processus de promotion, de visualisation et de transposition.

Marcello Balbo, Université de Venise, a mis l'accent sur les effets de la dynamique de la migration internationale sur le développement économique et social des villes, indiquant que la migration sera un problème dans les années à venir et appelant à la participation des migrants dans la gouvernance urbaine.



Gérald Tremblay, maire de Montréal, a présenté la Charte des droits et devoirs de Montréal

Dans le débat qui a suivi, les participants ont mis en exergue: les droits et l'intégration des communautés autochtones urbaines; le comblement du fossé entre les droits déclarés et les droits dans la réalité, la mise en application des dispositions de la Charte par les municipalités; la nécessité d'une focalisation politique et d'un soutien plus importants; et le rôle de la société civile dans la mobilisation et la conscientisation du public.

JOURNAL DE LA VIE DANS LES TAUDIS: Coprésidée par Brenda Kelly, productrice exécutive, Television for the Environment, et Susan Nosov, responsable du marketing, National film board of Canada (NFB), cette séance de réseautage a mis en présence des habitants des bidonvilles, des metteurs en scène, des bailleurs de fonds potentiels et des télédiffuseurs pour un débat sur le rôle des médias participatifs dans les changements sociaux. Les exposés présentés au cours de la séance ont englobé la projection de plusieurs courts-métrages documentaires.

Tom Perlmutter, NFB, a appelé les délégués à "se servir de l'art comme d'un marteau." Shelia Patel, Slum Dwellers International, a souligné l'importance de la transformation de le l'image que ce sont d'eux-mêmes les personnes qui vivent dans des établissements non conventionnels. George Ndiritu, Mathare Youth Sport Association Children's Project, Kenya, a parlé de son expérience dans le domaine des médias en progression dans les bidonvilles situés à l'est de la ville de Nairobi. Il a précisé que les vues des habitants des taudis et, en particulier, celle des jeunes, sont rarement représentées et a souligné que "à moins que les lions apprennent à écrire, les chasseurs écriront toujours leurs histoires."

Namrata Bali, Self employed women's association, a présenté Videosaver, une association coopérative de femmes analphabètes et semi-analphabètes qui produit des documentaires en Inde. Elle a élaboré sur la valeur de la réalisation des films dans la création d'un sentiment auto-identitaire et de reconnaissance de soi chez les habitants des établissements humains non conventionnels. Nettie Wild et Fiona Gold du Street Nurse Program, Vancouver, ont parlé de la manière dont un nouveau DVD est en train de préparer des infirmières à interagir de manière respectueuse avec les drogués. Daniel Cross, Homeless Nature, et Peggy Holter, Al Jazeera International, ont attiré l'attention sur l'importance de faire parvenir les voix rarement entendues aux grands médias et ont mis en relief le rôle grandissant des sites web.

Dans le débat qui a suivi, les délégués: ont parlé du soutien et de la documentation de l'historique à travers les films; ont souligné l'importance de montrer les effets de la réalité vue de près des projets multimédia aux bailleurs de fonds; ont appelé à la



Raquel Rolnik, Secrétaire national brésilien des programmes urbains, a présenté l'expérience de son pays dans l'application du concept "droit à la ville"

création d'opportunités de stages de formation; et se sont enquis de la manière dont les documentaires réalisés par les habitants des bidonvilles pourraient être mis à disposition dans des archives de dimension mondiale, peut-être en utilisant l'Internet comme forum et en fournissant potentiellement une source de revenus aux ONG communautaires de base. Wild a appelé à la tenue, dans le futur, de réunions des réalisateurs sur ce thème.

LOGEMENTS ET VIH/SIDA EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE ET DANS LES COLLECTIVITES

ABORIGENES: Après une prière de bienvenue pour guider les participants, le modérateur Barry Pinsky, directeur exécutif, Rooftops Canada, a ouvert cette séance de réseautage en mettant en relief l'objectif de la session consistant à parvenir à une meilleure compréhension de l'impact du VIH/Sida sur l'habitat et vice versa. Il a souligné que dans sa forme, la séance est organisée sur la base de méthodes de formation conçues pour aider les groupes communautaires à réfléchir sur les implications du VIH/Sida et qu'elle permettrait ainsi de "former des formateurs."

Ken Clement, directeur exécutif, Healing our spirit, a commencé son exposé par l'observation d'une minute de silence en mémoire de ceux et celles que le VIH/Sida a fait disparaître. Il a expliqué la manière dont la fragmentation des communautés, le manque de ressources et les priorités de leur utilisation, les taux d'infection alarmant et d'autres problèmes affectent les autochtones du Canada.

Barbara Kohlo, directrice Exécutive, Housing People of Zimbabwe, a déclaré qu'il est difficile pour les coopératives de logement de gérer l'impact du VIH/Sida et a expliqué l'importance de l'amélioration de la prise de conscience, de l'adoption d'une approche globale et de la création de réseaux pour aider les coopératives à faire face aux problèmes ardues tels que l'héritage et l'incapacité de fournir des soins de santé à domicile aux sans abri atteints de VIH/Sida.

Les participants se sont répartis en petits comités qui ont présenté les rapports sur les effets du VIH/Sida sur leurs organisations et sur les réponses potentielles. Au sujet du traitement des effets émotionnels et financiers, les participants ont recommandé: l'élaboration d'une stratégie pour la satisfaction des besoins de base à tous les niveaux administratifs; la garantie du soutien culturel et spirituel; l'établissement des droits de propriété; la fourniture d'un assortiment de logements; et la sensibilisation du public au sujet du VIH/Sida.

Au sujet du traitement des besoins physiques, les participants ont recommandé la fourniture: d'un habitat stable et sûr; de réseaux alimentaires et sociaux; et d'un dispositif de conseil



João Avamileno, maire de Santo André et Secrétaire exécutif du réseau Mercosur, Brésil

pour les patients et les soignants. Les délégués ont également recommandé l'élaboration de politiques d'habitat intégrant le VIH/Sida et l'établissement de liens avec les organisations dotées d'une expertise appropriée. Ils ont également souligné l'importance du soutien de la famille spirituelle et de la famille étendue et de la réduction de l'isolement, et déclaré que ONU-habitat devrait fournir davantage d'efforts pour reconnaître le lien direct entre les problèmes du VIH/Sida et de logement.

RESEAUX DE VILLES: Locomotives de la durabilité urbaine: João Avamileno, maire de Santo André, et Secrétaire Exécutif, Mercosur Network, Brésil, a décrit la coopération des réseaux avec les responsables locaux dans le domaine du développement économique et social de leurs villes.

Alberto Kleiman, Conseiller spécial à la coopération internationale auprès de la présidence brésilienne, a déclaré que le réseau Mercosur est en train de passer sa focalisation du pôle de l'intégration économique à celui de la coopération politique et sociale, en particulier la coopération transfrontière.

Patricia Durán de Jager, directrice exécutive, Fédération des municipalités de l'Isthme d'Amérique centrale au Guatemala, a décrit la susceptibilité de l'Amérique Latine aux catastrophes naturelles et la nécessité d'une gestion des risques à travers les réseaux de villes. Elle a déclaré que le Centre international des projets de recherche sur le développement aide les villes d'Amérique centrale à intégrer leurs politiques sociales et environnementales à travers la coopération technique.

Gilberto Toro, Président de la Fédération des municipalités colombiennes, a décrit l'assistance technique fournie à travers les séminaires et les ateliers et les projets de renforcement des capacités, en particulier, dans le domaine de la gestion des risques.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont demandé des précisions sur la mécanique de la formation des réseaux, en particulier, entre les jeunes et les communautés autochtones, et sur leur rôle éventuel dans la normalisation des politiques et réglementations municipales. Certains ont souhaité avoir des éclaircissements sur le rôle des réseaux et des accords commerciaux dans le développement durable. Durán de Jager a répondu que le réseautage est un outil qui doit être équitable en terme de respect mutuel et que le réseautage et les accords de commerces ne réussiront que s'ils sont mis au service du développement commun.

GOVERNANCE INCLUSIVE EN ZONES URBAINES DE CONFLITS:

Cette séance de réseautage a présenté les conclusions d'une étude menée sur la question de savoir pourquoi certains pays s'effondrent dans la période postérieure au conflit, tandis que d'autres parviennent à résister et à se reconstruire.



Des petits groupes apprenant des méthodes de formation destinées à aider les groupes communautaires à réfléchir aux implications du VIH/Sida



G-D: Daneil E. Esser, Jason Sumich et Jo Beall, London School of Economics and Political Science (LSE)

Jo Beall, London School of economics and political science (LSE), a décrit le cas de Durban, Afrique du sud, indiquant qu'à la sortie des conflits, la plupart des villes passent par des degrés de difficultés et de contestations, avec des différents niveaux de violence. Elle a précisé que les villes qui ont vécu un conflit passent par les mêmes contraintes: une administration locale faible; des difficultés budgétaires; une surdétermination des capitaux; un taux de chômage élevé; et des politiques factionnelles.

Rappelant les expériences tirées de Freetown, de Sierra Leone et de Kabul, Afghanistan, Daniel Esser, LSE, a souligné que la coopération locale sur les questions de sécurité réussit lorsqu'elle est élaborée sur la base des problèmes à traiter et concentrée sur l'aspect de la sécurité humaine. Esser a indiqué que les villes sont en train d'habiliter les environnements à franchir les frontières ethniques, et d'encourager une collaboration plus importante. Au sujet de la coopération locale en progression dans les villes en période post-conflit, Esser a souligné le besoin d'établir des liens entre les zones urbaines et les zones rurales et de confronter la multiplicité institutionnelle à travers l'interaction et non la concurrence.

Jason Sumich a décrit le cas de Maputo, au Mozambique et a souligné que la transition post-conflit a été réalisée avec un coût social élevé.

Les participants ont présenté leurs observations concernant le point de savoir ce qui marche et ce qui ne marche pas dans le contexte de la coopération multisectorielle dans les villes dans les périodes postérieures aux conflits. Les similitudes et les différences au Luanda, en Angola et à Maputo ont été examinées. Un participant a indiqué qu'à la sortie de la guerre, le Luanda a vécu des conflits sur le régime foncier et le droit d'occupation et de propriété, et la criminalisation de la pauvreté.

Une référence a été faite au travail séminal de Jane Jacobs qui a mis en exergue les conséquences humaines et sociales de la croissance urbaine. Un participant a parlé de la manière dont la "la forme" architecturale affecte le renforcement des institutions et de la démocratie et a mis en exergue l'importance de l'art dans l'établissement de la coopération dans les villes sorties des conflits.

Laura Petrella, ONU-habitat, a annoncé le lancement d'un nouveau programme en coopération avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique, pour l'élaboration d'une approche de la sécurité urbaine applicable en Asie.

ATTEINDRE LES CIBLES 7/11 DES OMD DANS LES PAYS ASIATIQUES: Noli de Castro, vice-présidente, Philippines, a présenté le programme de délocalisation Northrail, mis en place par son gouvernement, en le qualifiant de contribution à la réalisation de la cible 11 des OMD, consacrée à l'amélioration des taudis. Au cours de la réunion, quelques participants des Philippines ont fait part de leur opposition aux méthodes de délocalisation et ont remis au président des Philippines une lettre appelant à l'arrêt de la délocalisation.

Alison Barrett, Office of local partnerships for urban poverty alleviation project, a introduit un projet en cours de réalisation depuis 2001, conjointement avec le PNUD, ONU-habitat et le gouvernement du Bangladesh, impliquant 11 grandes et petites villes. Elle a indiqué que le projet vise à promouvoir les collectivités urbaines pauvres aux échelons local et national, à travers des efforts gouvernementaux et à alléger la pauvreté et à améliorer les conditions de vie.

Noer Soetrisno, ministre indonésien de l'habitat, a parlé du rôle du microcrédit dans le logement des citoyens pauvres, dans son pays. Il a indiqué que les institutions de microfinancement soutiennent la réduction de la pauvreté et le développement économique local qui, à leur tour, mènent à la promotion du développement de l'habitat. Il a également renseigné les participants sur: le Plan National de Développement de l'Habitat au titre de 2005-2009; le renforcement des capacités locales; les politiques de développement de l'habitat; le renforcement du soutien de l'administration municipale en faveur des projets d'amélioration des logements sociaux des pauvres; la promotion d'une allocation du fonds de responsabilité sociale du secteur de l'entreprise aux programmes de logements sociaux, par les entreprises privées et étatiques; et l'encouragement des institutions de microfinancement à fournir des crédits logement et à en faire une partie intégrante de leurs activités.

Michael Lindfield, de la Banque asiatique de développement, a donné aux participants un aperçu sur les projets mis en place par la Banque dans les domaines de la réduction de la pauvreté et du développement de l'habitat dans les zones urbaines asiatiques.



L'environnementaliste de renom, David Suzuki, a fait une apparition à la troisième session du FUM

COMPTE RENDU FINAL DU FUM3

Le compte rendu final de l'IIDD consacré à la troisième session du Forum Urbain Mondial sera disponible en ligne à partir du lundi 26 juin 2006, à <http://www.iisd.ca/ywb/wuf3/>